

# Transition démocratique au Venezuela : Comment en sommes-nous arrivés là ?

Alice Deliau et Sofiane Bouhamou

## I. Contexte historique de Chavez jusqu'à Maduro



À gauche Chavez, à droite Maduro

Le Venezuela est une république fédérale multipartite à régime présidentiel, où le président est le chef de l'Etat et le chef du gouvernement. Il exerce le pouvoir exécutif tandis que le parlement détient le pouvoir législatif.

La politique vénézuélienne est passée par de nombreux partis politiques ces dernières années. En effet, le Venezuela est dirigé au cours des années 1950 par une dictature qui étouffe l'opposition.

Le pétrole est nationalisé au Venezuela en 1975 ce qui développe et modernise l'économie de ce pays, devenant la principale source de revenus. Cependant le pays devient dépendant de l'industrie pétrolière, subissant ensuite les lourdes conséquences de la chute des prix. Ainsi le Venezuela endure une grosse crise financière en 1994 qui crée des émeutes dans tous les pays.

Par ailleurs, cette crise favorisera l'élection du candidat populiste de gauche Hugo Chavez à la présidence en 1998, qui sera à la tête de l'Etat jusqu'à sa mort en 2013, réélu à plusieurs reprises. Ce dernier prône la "révolution bolivarienne" (redistribution de la rente pétrolière), il instaure de nombreuses réformes améliorant l'éducation, les soins de santé ainsi qu'une baisse de la pauvreté. Hugo Chavez implementa des lois, donnant et renforçant les pouvoirs de l'Etat et notamment du président, sa politique pour certains était considérée comme dictatoriale.

C'est là où les choses se compliquent car à la mort de Hugo Chavez, son successeur Nicolas Maduro devient le président de la République par intérim et remporte l'élection

présidentielle avec 50,6 % des voix face à Henrique Capriles. Peu de temps après son élection, en 2014 puis en 2017 le pays fait face à une très grave crise économique qui provoque notamment des pénuries alimentaires. Il fut confronté à des manifestations meurtrières et des émeutes engendrant des tensions entre citoyens et forces de l'ordre dans tout le pays, notamment celle de 2016 causant 127 morts. Le peuple demande sa démission immédiate. Il est finalement réélu le 20 mai 2018.

Un an après sa réélection, l'opposition émerge avec à sa tête Juan Guaido qui conteste le titre de président à M. Maduro. Président de l'Assemblée nationale depuis le 5 janvier 2019, Guaido s'autoproclame président par intérim de la République bolivarienne du Venezuela le 23 janvier de la même année.

Durant cette crise présidentielle, de nombreuses manifestations et de nombreux conflits ont lieu dans tout le pays. La situation semble complexe car plus d'une cinquantaine de pays à travers le monde reconnaissent Guaido comme le président du Venezuela. Tandis que l'armée vénézuélienne, le Tribunal suprême de justice ainsi que l'Assemblée nationale reconnaissent Maduro comme président du Venezuela.

## II. Situation actuelle au Venezuela : Des tensions au sein du pays



Manifestation de l'opposition contre le mandat de Maduro

La situation actuelle au Venezuela est qualifiable de crise présidentielle majeure qui traite en très grande partie la légitimité de la présidence du pays depuis le 5 janvier 2019. L'opposition entre Nicolas Maduro (président élu en 2013 et réélu par la suite en 2018) et Juan Guaido (président de l'Assemblée nationale depuis le 10 janvier 2019).

Comment sommes-nous arrivés à une crise humanitaire ?

En 2013 Chavez meurt et c'est Maduro qui le remplace, Maduro est donc l'actuel président du Venezuela mais il n'a jamais été aussi contesté. Le prix du baril de pétrole ayant chuté, l'économie du Venezuela s'effondra (96% des ressources du pays venait du pétrole). L'état s'est endetté et Maduro supprime les prestations sociales instaurées par Chavez une à une, le rendant de plus en plus impopulaire.

C'est le début de la crise que le Venezuela connaît aujourd'hui.

Le PIB baisse de 50 % et l'inflation monte de 1,7 million % en 2018 selon le FMI. Les pénuries de nourriture et de médicaments se font ressentir à travers le pays et en 3 ans près de 2,3 million de personnes quittent le pays.

Etant donné qu'une partie de la population s'est abstenue de voter en 2018 pour les élections présidentielles. La conséquence a été que Nicolas Maduro l'a emporté avec 67,8 % des voix et avec une participation très faible de 46 %. Évidemment, l'opposition ne reconnaît pas la victoire de Maduro tout comme 51 pays dans le monde dont les États-Unis, la Colombie et de nombreux pays de l'Union européenne.

L'opposition de pouvoir fait rage au Venezuela, Juan Guaidó juge cette élection frauduleuse. De plus, plusieurs observations et de nombreux citoyens définissent la politique de Maduro comme dictatorial. L'élection présidentielle est pour beaucoup une "farce électorale" sachant que la victoire était prévue par Maduro. Après ces élections présidentielles, dites "truquées" par Guaidó, ce dernier applique la loi de la Constitution du Venezuela qui lui permet de s'autoproclamer président du pays et donc de déclarer le statut de président de Maduro illégitime (articles 233, 333 et 350).

Pour l'opposition, le poste de président est vacant car Maduro a "usurpé" le pouvoir. À l'inverse, Maduro et son gouvernement se dit apte à ses fonctions et que Guaidó "tente en réalité un coup d'État". Sans oublier que Maduro est soutenu par une partie de la population mais aussi par certains pays puissants comme la Chine ou la Russie. Au sein du pays Maduro détient un avantage considérable car il possède le soutien de l'armée vénézuélienne, doublant le nombre de généraux depuis son arrivée au pouvoir, étant la "colonne vertébrale" du pays. Pour ainsi dire, sur les 32 ministres de son assemblée, 9 sont des militaires et pas de moindres car ils constituent les postes clés (ex. Ministre de l'Intérieur, de l'Agriculture ...) De ce fait, ces postes rapportent beaucoup aux généraux et promettent d'être fidèle à Maduro.

### III. Réponses internationales face à la crise politique

Plusieurs possibilités s'offrent au pays pour une politique plus saine à l'avenir.

L'évocation d'une intervention militaire extérieure, celle des États-Unis avait été émise, avec Guaidó qui s'était dit prêt à tout, y compris à des interventions extérieures, pour sauver des vies. Cependant dans ce pays, les risques de guerre civile sont encore trop importants car le gouvernement et les soldats Vénézuéliens sont encore derrière Maduro. Sans oublier, Poutine qui assure les arrières de Maduro ce qui pourrait renforcer les tensions entre Russie et États-Unis.

Par ailleurs, le groupe de Lima et l'Union européenne veulent tout de même privilégier une solution pacifiste plutôt qu'une intervention militaire qui pourrait créer une guerre civile. Malheureusement cette solution n'est pas à l'ordre du jour car Guaidó refuse formellement de rencontrer Maduro en personne.

Enfin, une autre solution est possible proposée par 3 universitaires Vénézuéliens, il s'agit de faire un référendum avec une question simple : Êtes-vous d'accord pour que de nouvelles élections présidentielles et législatives soient organisées ? Sous l'égide de l'ONU.

Malheureusement, les démarches qui s'organisent sont les pires pour la population vénézuélienne. D'un côté Maduro résiste et souhaite fermement rester au pouvoir car il juge y être légitime, de l'autre un plan consiste à étouffer le pays avec des sanctions financières jusqu'à ce que le gouvernement craque et abandonne.

Cette crise est donc encore d'actualité et beaucoup d'incertitudes se posent quant au prochain président.



"Il n'y a pas à manger"

Depuis la chute du modèle chaviste, à l'autoritarisme de Nicolas Maduro, la crise généralisée à laquelle fait face le Venezuela s'est empirée depuis la crise énergétique de 2016, jusqu'à aujourd'hui se transformer en l'une des plus graves crises humanitaires mondiales. S'ensuivit en 2018 le coup d'État mené par Juan Guaido, figure majeure de l'opposition (parti du volontaire populaire), répondant au précédent coup d'État de M. Maduro qui s'était attribué tous les pouvoirs.

Cependant, même si l'Assemblée nationale et son actuel chef Guaido sont totalement légitimes et ont la législation et la Constitution de leur côté, et que M. Maduro se comporte en dictateur et s'est maintenu au pouvoir par la force, on ne répond pas à un coup d'Etat par un autre coup d'Etat.

Nicolas Maduro commence son second mandat, en 2018, de président du Venezuela pour six ans, après une victoire électorale décriée par l'opposition et déclaré illégitime par une partie de la communauté internationale, nous pouvons malgré tout y voir l'espoir d'un changement politique.

Pour ainsi dire, la pression internationale sur Caracas s'accroît depuis la réélection en mai de celui qui tient le pouvoir d'une main de fer. Mais elle s'est accentuée après l'arrivée de l'extrême droite aux commandes du Brésil: le populiste Jair Bolsonaro partage l'avis de son homologue américain Donald Trump selon lequel Nicolas Maduro est un "dictateur". Ils soutiennent M. Guaido, président du Parlement, qui s'est auto-proclamé "président par intérim", en 2019. Ce jeune dirigeant est immédiatement reconnu par les Etats unis, le Canada et les principaux pays d'amérique du sud, ainsi qu'onze des quatorze Etats du groupe de Lima, qui avait été créé afin de mettre un terme à la crise vénézuélienne. Des discussions sont en cours entre des responsables de l'armée et des capitales étrangères, à commencer par Washington, en vue de rechercher une transition pacifique. Dès son « investiture », M. Guaido a multiplié les initiatives. L'Assemblée nationale vénézuélienne a déclaré le président Maduro « usurpateur » et a travaillé à une loi d'amnistie pour exhorter l'armée à le laisser partir et à suivre les décisions de l'Assemblée nationale.

Seulement, on peut encore y voir la peur d'ingérence, comme celle relative à une prise de pouvoir de l'armée, qui plongera le Venezuela dans une nouvelle dictature. Pour autant, comment condamner la vague d'espoir naissante chez les nombreux Vénézuéliens, qui vivent sous le joug d'un régime autoritaire depuis plusieurs années ?

#### IV. L'espoir d'une transition démocratique ?



Figure de l'opposition, Juan Guaido durant un discours

Comme très souvent en géopolitique, il est malheureusement impossible de raisonner selon le discours dualiste du méchant contre le gentil. Face à cette polarisation du débat, il est donc nécessaire de préférer la nuance. Il est en effet tout à fait possible de revendiquer la fin

du régime dictatorial en ayant des doutes sur la transition démocratique à laquelle nous pourrions actuellement assister.

Car le problème ici n'est pas de trouver un consensus sur le départ de Maduro, comme le montre un sondage de Ideia Big Data, qui, à partir d'un panel certes limité - 800 personnes - conclut que 78 % des sondés souhaitent la destitution de Nicolas Maduro. Le problème est de savoir par qui, et comment le remplacer.

Par conséquent, les États-Unis ont proposé un cadre de transition pacifique et démocratique le 31 mars 2020 pour résoudre la crise vénézuélienne. Ce cadre appelle à la mise en place d'un gouvernement de transition généralement acceptable par les parties chargé d'administrer des élections présidentielles libres et équitables, et à des mesures pouvant conduire à la levée des sanctions américaines au Venezuela. Il est basé sur des propositions avancées par le gouvernement intérimaire du Venezuela, sous la direction de Guaido. La promesse de nouvelles élections libres, exposée par Juan Guaidó et ses soutiens, a fait émerger chez de nombreux Vénézuéliens un sentiment qu'ils n'avaient plus senti depuis longtemps. Un espoir prudent apparaît, avec une opposition qu'on n'avait pas vue aussi unie.

Cependant, la situation politique tendue et la crise économique au Venezuela risquent d'être fortement exacerbées par l'impact dévastateur de la pandémie de COVID-19 sur la population, que le régime de Maduro n'arrive pas gérer.

Ce cadre pour la mise en place d'élections libres témoigne de l'engagement international à aider le Venezuela à se rétablir pleinement et à faire en sorte que la voix du peuple vénézuélien soit respectée et prise en considération. Il a appelé tous les Vénézuéliens ayant des inclinations idéologiques et des affiliations à un parti, quel que soit leur âge, militaire ou civil, à l'envisager avec soin et sérieux.

« Le Venezuela est plongé dans une crise de plus en plus profonde que seuls les Vénézuéliens peuvent résoudre », a d'emblée affirmé Mme ROSEMARY DICARLO, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix.

En effet, la France et les autres pouvoirs du Conseil de sécurité de l'ONU exigent que la situation actuelle au Venezuela soit résolue par des moyens pacifiques et politiques à travers le dialogue entre les Vénézuéliens conformément au chapitre VI de la Charte des Nations Unies et sans ingérence extérieure. L'ONU respecte pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale du Venezuela dans le cadre de la Constitution du Venezuela. Elle a appelé le Venezuela à assurer le fonctionnement normal de toutes les ambassades à Caracas et a rappelé que le respect du droit international comprend également la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. La France a dit avoir engagé, avec ses partenaires de l'Union européenne et d'Amérique latine, des efforts diplomatiques avec la création du Groupe de contact international pour promouvoir le règlement de la crise par le dialogue, en tenant compte des résultats du processus d'Oslo / Barbade, entre autres éléments. Sans oublier que la réponse à cette crise se doit d'être inclusive et collective, sous l'égide de l'ONU, et qu'elle prenne en compte la propagation dangereuse de la pandémie de COVID-19 dont les impacts humanitaires et socioéconomiques dans la région pourraient être terribles.

Un dialogue inclusif et de bonne foi est la seule voie à suivre, en vue de l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles.

En conclusion, la Secrétaire générale adjointe a affirmé qu'une véritable négociation entre les principaux acteurs politiques du Venezuela est la seule voie à suivre. Elle a appelé les principaux acteurs politiques à reprendre des négociations sérieuses, tout en exhortant tous les États Membres à soutenir cet appel. Nous pensons que ce cadre protège les intérêts et le patrimoine de tous les Vénézuéliens qui cherchent désespérément une solution à leur grave crise politique, économique et humanitaire, et qui savent qu'ils peuvent avoir quelque chose de mieux. Ce cadre peut offrir une voie vers une solution qui mette fin à la souffrance et ouvre la voie à un avenir meilleur pour le Venezuela en vue d'une transition démocratique stable. Il faut que la communauté internationale arrive à imposer des élections libres pour que ce pays déchiré et à bout de force, retrouve le chemin de la démocratie et porte à sa tête un président à la légitimité incontestable.

*Sources :*

[https://www.lemonde.fr/ameriques/video/2018/05/19/la-crise-au-venezuela-expliquee-en-qua-tre-minutes\\_5301500\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/video/2018/05/19/la-crise-au-venezuela-expliquee-en-qua-tre-minutes_5301500_3222.html)

[https://www.francetvinfo.fr/monde/venezuela/l-article-a-lire-pour-comprendre-la-crise-qui-dec-hire-le-venezuela\\_2152465.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/venezuela/l-article-a-lire-pour-comprendre-la-crise-qui-dec-hire-le-venezuela_2152465.html)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1149045/venezuela-juan-guaido-president-legitime-analy-se>

<https://www.un.org/press/fr/2020/sc14193.doc.htm>

<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/5951781/venezuela-lue-soutient-le-plan-america-i-n-pour-un-gouvernement-de-transition.html>

[https://www.lepoint.fr/monde/une-transition-democratique-au-venezuela-est-possible-selon-d-es-experts-21-01-2019-2287412\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/une-transition-democratique-au-venezuela-est-possible-selon-d-es-experts-21-01-2019-2287412_24.php)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/26/venezuela-la-voie-de-la-democratie\\_5414949\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/26/venezuela-la-voie-de-la-democratie_5414949_3232.html)

<https://maze.fr/2019/01/au-venezuela-lespoir-dune-transition-democratique/>

<https://translations.state.gov/2020/03/31/les-etats-unis-proposent-un-cadre-pour-une-transiti-on-pacifique-et-democratique-au-venezuela/>

<https://www.un.org/press/fr/2020/sc14193.doc.htm>

